Conseil d'... - Raad van State
(2) WETGEVING
- 1 -
9 VI 1957
coördinatie (2)
... parvenu ... de S.

ML. L. 5502/2.

ROYAUME DE BELGIQUE. KONINKRIJK BELGIE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT. ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Ministre de la Justice, le 20 novembre 1956, d'une demande d'avis sur un projet de loi "relatif aux fonctions d'huissier de justice", a donné le 13 mars 1957 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, de 20e november 1956 door de Minister van Justitie verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van wet "betreffende het ambt van gerechtsdeurwaarder", heeft de 13e maart 1957 het volgend advies gegeven :

Le projet a principalement pour objet :

1° un changement dans la dénomination de la fonction (article 1er);

2° des modifications dans les conditions et la procédure de nomination (articles 2 et 3);

3° l'énonciation d'une règle nouvelle en matière d'incompatibilités (article 4);

4° le changement de titre de la communauté des huissiers et de la chambre de discipline, la création d'une "Chambre nationale des huissiers de justice" et d'un conseil de cette chambre (articles 5 à 7);

5° l'organisation de la suppléance des huissiers malades ou en congé (article 9 à 11).

La portée de ces modifications est indiquée à l'occasion de l'examen des articles qui y sont relatifs.

\+

\+ \+

L'article 1er du projet prévoit que "le titre d'huissier près une cour ou un tribunal est remplacé par celui d'huissier de justice près cette cour ou ce tribunal".

.../...

La substitution du titre d'huissier de justice au titre d'huissier appelle, sur le plan de la technique législative et de la coordination des lois, certaines observations.

1. Le titre d'huissier près une cour ou un tribunal est consacré par une longue tradition.

Le décret impérial du 14 juin 1813 accorde aux huissiers le droit de faire le service personnel aux audiences, le droit de faire les citations, notifications et significations requises pour l'instruction du procès ainsi que tous actes et exploits nécessaires pour l'exécution des ordonnances de justice, le droit de procéder, dans certaines conditions, aux ventes publiques de meubles et effets mobiliers.

C'est pour l'ensemble de cette activité que le titre d'huissier a été conservé. Le mot continue d'y répondre.

2. Aucune disposition légale ne prévoit l'adjonction des mots "de justice" au titre des personnes qui exercent une fonction d'auxiliaires de la justice, même si, étymologiquement, l'appellation sous laquelle elles sont désignées ne coïncide point exactement avec leur mission légale actuelle.

La langue du droit ne doit pas, en principe, être altérée par des expressions redondantes. C'est pourquoi la qualité des officiers ministériels et des auxiliaires de la justice est indiquée avec raison par

la seule désignation, à la suite de leur titre, de la cour ou du tribunal où ils remplissent leurs fonctions. L'article 93 de la loi du 27 ventôse, an VIII, sur l'organisation des tribunaux prévoit ainsi notamment qu'il sera établi "près de chacun des tribunaux de première instance, un nombre fixe d'avoués". De même, les greffiers sont uniquement désignés par l'adjonction à leur titre de la juridiction à laquelle ils sont affectés (loi du 18 juin 1869, article 78, modifiée par la loi du 2 juin 1927).

Dès lors qu'un huissier exerce son ministère près une cour ou un tribunal, en portant d'ailleurs le titre de cette charge, il y remplit des fonctions qui se rattachent à la justice. L'emploi du pléonasme résultant de l'article 1er du projet est d'autant moins recommandable que l huissier, lorsqu'il procède à des ventes publiques volontaires de meubles, se voit reconnaître une activité étrangère à une mission judiciaire.

3. La dénomination d'huissier est employée dans des textes fort nombreux du Code de procédure civile et de lois particulières. Or, le projet n'envisage aucune modification de ces dispositions. Cette technique législative prête à critique. On se bornera à citer, à titre d'exemple, la loi du 15 décembre 1949 qui, corrigeant les termes périmés du Code Napoléon, a expressément visé tous les articles qui se trouvent modifiés par la substitution des mots "le Roi" ou "les Belges" aux mots "l'Empereur" ou "les Français".

.../...

Si, nonobstant les remarques qui précèdent, l'article 1er du projet était maintenu, la rédaction suivante pourrait être adoptée par analogie avec la loi du 2 juin 1927 : "L'huissier près une cour ou un tribunal porte le titre d'huissier de justice". Mais il s'entend que ce texte ne supprimerait pas les objections principales qui ont été énoncées à propos de la modification proposée.

\+

\+ +

Actuellement, les huissiers sont nommés par le Roi sur une triple liste présentée par la cour ou le tribunal où la place est vacante. Les candidats doivent avoir accompli un stage de deux ans chez un notaire, un avoué ou un huissier, ou un stage de trois ans au greffe d'une cour d'appel ou d'un tribunal de première instance et avoir obtenu de la chambre de discipline des huissiers un certificat de moralité, de bonne conduite et de capacité.

Un recours contre la décision du conseil de discipline sur ce point est ouvert devant le tribunal de première instance.

Le projet modifie ce système sur les points suivants :

a) Il prévoit une épreuve d'aptitude qui n'était exigée jusqu'à présent par aucun texte mais qui existe déjà en fait (Rép. prat. du droit belge, v° Huissier, n°5) .

b) Il supprime toute intervention des cours et tribunaux dans la procédure préalable à la nomination des huissiers qui devront exercer auprès de ces juridictions. La présentation par la cour ou le tribunal est remplacée par un avis de la chambre de discipline des huissiers qui s'appellera "Conseil de la chambre d'arrondissement".

c) Il accorde aux huissiers le monopole de la formation de leurs successeurs.

L'exposé des motifs, sans s'expliquer sur la troisième de ces réformes, justifie la seconde dans les termes ci-après :

"Afin d'alléger la procédure de nomination des huissiers de justice, le projet prévoit la suppression des présentations par les diverses juridictions et substitue aux formalités nombreuses et compliquées que ces présentations nécessitent, une procédure plus simple et offrant toutes les garanties désirables. Le Ministre de la Justice, avant de proposer au Roi la nomination du candidat, sera en possession de l'avis du corps des huissiers de l'arrondissement dans lequel les fonctions doivent être exercées et des chefs des parquets des juridictions auprès desquelles le candidat est appelé à instrumenter".

Cependant, la suppression des présentations, combinée avec le monopole qui est accordé aux huissiers pour la formation des candidats-huissiers, apporte au régime en vigueur depuis cent cinquante ans une

.../...

modification qui pourrait avoir des effets préjudiciables sur le recrutement si l'accès au stage n'est pas libéralement compris.

La présentation par la cour ou par le tribunal d'une triple liste de candidats pour chaque place vacante, imposée par l'article 4 de l'arrêté royal du 8 février 1833, complique peut-être la procédure de nomination. Si, de plus, elle limite dans une certaine mesure le choix du Roi, elle garantit, en revanche, trois candidats pour chaque office à conférer et permet, en toute circonstance, un choix. De même, en disposant que le stage est fait chez un huissier , un avoué, un notaire ou dans un greffe, le législateur a-t-il voulu ouvrir largement l'accès de la profession et créer des facilités de recrutement.

Certes, le système projeté présente des analogies avec le régime actuellement en vigueur pour la nomination des notaires. Il s'en distingue toutefois en ce que, pour les notaires, le législateur a autorisé le Roi de dispenser du stage les docteurs en droit qui ont, pendant trois ans, exercé des fonctions judiciaires ou administratives. Une telle mesure permet de remédier aux inconvénients d'un champ de recrutement trop limité.

On peut justifier l'existence d'un régime particulier pour la nomination des notaires en raison des dispositions relatives à la transmission des minutes et répertoires en conformité des articles 54 et suivants de la loi du 25 ventôse,an XI. Des considérations semblables ne peuvent être invoquées en ce qui concerne la nomination des huissiers qui,selon le projet, ne pourraient être désignés désormais qu'avec une liberté de choix plus restreinte. On n'aperçoit pas la raison d'une

.../...

dérogation aussi étendue au principe en vertu duquel le législateur a presque toujours estimé nécessaire de ménager à l'exécutif, en matière de nominations, une latitude de choix beaucoup plus grande.

\+

\+ \+

Les articles 2 et 3 appellent, en outre, les remarques suivantes :

Selon l'article 3, § 3, le candidat adresse une copie de sa requête au syndic présidant le conseil de la chambre d'arrondissement et ce conseil transmet son avis sur les mérites du candidat au Ministre de la Justice par l'intermédiaire du procureur du Roi et du procureur général près la Cour d'appel, qui y joignent leur propre avis.

Une telle disposition a pour effet de dessaisir le Roi du droit d'initiative en matière d'instruction des candidatures pour le confier au conseil de la chambre d'arrondissement qui pourrait ainsi, par son inaction, paralyser le pouvoir de nomination du Roi.

Il est conforme à une saine pratique que ce soit l'autorité investie du pouvoir de nomination qui consulte, au moment où elle le juge opportun, ceux qui sont chargés de l'éclairer par leur avis. Il n'existe pas de justification de déroger à un tel usage.

L'article 3, 4°, du projet établit , au point de vue des conditions d'aptitude, une équivalence entre le diplôme de docteur en droit et le certificat de candidat huissier. Pour répondre plus exactement à la pensée du Gouvernement, il y aurait lieu de rédiger le texte dans les termes suivants :

"4° être porteur :

a) du certificat de candidat huissier de justice; toutefois, les possesseurs d'un diplôme de docteur en droit en sont dispensés;".

A l'article 2, pour l'harmonie de la phrase, on dirait mieux : "près de la Cour de cassation".

\+

\+ \+

L'article 4, alinéa 1er, qui énonce les incompatibilités, est repris à l'article 179 de la loi du 18 juin 1869 sur l'organisation judiciaire: il doit donc recevoir la même interprétation que ce texte.

Les mots "sous les peines disciplinaires" qui figurent à l'article 179 ont été omis dans le projet sans que la raison de cette omission soit expliquée.

A l'alinéa 2 du même article, l'expression "le chef du parquet", qui ne figure dans aucun texte légal, devrait être remplacée par les mots "le procureur du Roi".

\+

\+ \+

.../...

Les articles 5 à 8 du projet traitent de l'organisation de la profession d'huissier.

Dans le régime actuel tous les huissiers résidant et exploitant dans le ressort d'un tribunal civil forment la communauté des huissiers qui élit en assemblée générale la chambre de discipline (articles 49 et suivants du décret du 14 juin 1813) et le syndic (article 3 de la loi du 9 août 1887).

Le projet maintient la communauté et la chambre de discipline, mais en change la dénomination en celles de "Chambre d'arrondissement des huissiers de justice" et de "Conseil de la chambre d'arrondissement des huissiers de justice".

Si le remplacement du mot "communauté" par les mots "Chambre d'arrondissement" ne suscite aucune remarque, il n'en est pas de même de la substitution de l'expression "conseil de la chambre d'arrondissement des huissiers de justice" aux mots "chambre de discipline". Les attributions de celle-ci déterminées par l'article 70 du décret de 1813, sont essentiellement en effet d'ordre disciplinaire. La dénomination de "chambre de discipline" indique parfaitement le rôle de ce collège et son remplacement par le titre "Conseil de la chambre" n'est pas justifié.

Le projet attribue à la chambre d'arrondissement la personnalité civile. Il s'agit de la personnalité civile de droit public puisque cette personne morale est créée, non par l'initiative individuelle mais par le législateur.

.../...

Or, dans la législation en vigueur, les deux seules attributions de la communauté qui se réunit une fois par an sont , outre l'élection des membres de la chambre de discipline, la fixation du crédit nécessaire au fonctionnement de celle-ci et la répartition de cette dépense entre les huissiers de l'arrondissement (loi du 26 avril 1880, article 2).

Il serait exceptionnel, dans notre droit, de reconnaître la personnalité juridique de droit public pour un objet aussi restreint.

Outre la "chambre d'arrondissement" et le "conseil de la chambre d'arrondissement", le projet prévoit deux autres organismes :

1) la Chambre nationale,qui groupe tous les huissiers du Royaume;
2) un "conseil de la Chambre nationale",qui groupe les syndics de tous les arrondissements.

Il y a, au sujet de ces deux organismes, une discordance entre l'exposé des motifs et le texte.

Pour justifier la création d'une Chambre nationale, l'exposé des motifs souligne qu'elle répond à une nécessité évidente : "Dotée de la personnalité civile, la Chambre nationale réunira, dans son conseil, les syndics des 26 arrondissements; elle constituera l'intermédiaire naturel entre les autorités et le corps des huissiers de justice. Elle pourra adresser des recommandations aux chambres d'arrondissement, même en matière disciplinaire ... ".

Or, ce rôle que l'exposé des motifs attribue à la Chambre nationale, le texte l'attribue au conseil. Si la création du conseil des syndics est ainsi justifiée, la création de la Chambre nationale l'est beaucoup moins. Le projet ne confie à cette dernière d'autre mission que de désigner au sein du conseil des syndics le président, le vice-président, le secrétaire, le rapporteur et le trésorier qui formeront le comité de direction.

Ici encore se pose, dès lors, la question de savoir si cette seule attribution justifie l'octroi de la personnalité juridique de droit public à la Chambre nationale des huissiers, d'autant qu'il existe une union professionnelle des huissiers dont les statuts ont été entérinés le 22 janvier 1954 et qui possède, comme telle, la personnalité civile de droit privé.

L'article 6, alinéa 2, dispose que la Chambre nationale "est administrée par un conseil composé des syndics de tous les arrondissements". On n'aperçoit pas ce que le conseil des syndics devra administrer, étant donné que la Chambre nationale n'a d'autre activité que l'élection annuelle de ceux qui, au sein du conseil des syndics, constitueront le comité de direction.

Aux termes de l'article 7, "les différends d'ordre professionnel qui s'élèveraient entre membres de chambres d'arrondissement différentes peuvent, sans

.../...

sans préjudice de l'action disciplinaire", être soumis à la conciliation du conseil de la Chambre nationale. Il s'ensuit que ce recours est une simple faculté pour les huissiers mais que le conseil ne pourra refuser son intervention quand il en sera requis. Il serait souhaitable de compléter l'article 7 par un alinéa indiquant le nombre minimum de membres du conseil dont la présence est requise a) pour adresser des recommandations aux chambres d'arrondissement, b) pour siéger en conciliation.

L'article 8 dispose que l'article 90 du décret impérial du 14 juin 1813 portant règlement sur l'organisation des huissiers, est applicable au conseil de la Chambre nationale. Aux termes de cet article 90, "la chambre (de discipline) sera tenue de représenter à nos procureurs généraux et impériaux, toutes les fois qu'ils en feront la demande, les registres de ses délibérations, et tous autres papiers déposés dans ses archives".

Dans le texte de 1813, le droit est limité au procureur général et au procureur du Roi du ressort. L'application de ce texte au conseil de la Chambre nationale aura pour effet d'étendre ce droit aux quatre procureurs généraux et à tous les procureurs du Roi du Royaume, en ce qui concerne les documents du conseil de la Chambre nationale.

+

\+ +

.../...

Les articles 9 à 11 du projet organisent la suppléance des huissiers pour le cas de maladie ou de congé. Le système est le suivant : le Roi peut nommer un suppléant à l'huissier qui en fait la demande. Le candidat huissier suppléant doit remplir les mêmes conditions que le candidat à une fonction d'huissier effectif. Pour exercer les fonctions d'huissier, le suppléant doit y être autorisé par une ordonnance du président de la cour ou du tribunal, ordonnance qui détermine la durée de l'autorisation et qui peut être rapportée à tout moment. Cette autorisation n'est accordée que pour remplacer l'huissier qui est dans l'incapacité physique temporaire d'exercer ses fonctions ou bénéficie d'un congé.

Le système ne suscite aucune critique. Certains points devraient cependant être précisés dans le projet. Si dans l'esprit du Gouvernement, l'ordonnance présidentielle doit être rendue à la suite d'une requête, il conviendrait de l'indiquer et de préciser, en même temps, si l'ordonnance est susceptible de recours, si elle doit être rendue en audience publique et si l'intervention du ministère public est requise.

L'article 10, alinéa 4, dispose qu'il est interdit à l'huissier effectif d'exercer ses fonctions pendant la suppléance, mais il n'indique pas la sanction de la violation de cette règle. Si l'intention du Gouvernement est de réprimer pareil manquement par une peine disciplinaire, il y aurait lieu d'ajouter à .../...

l'alinéa les mots : "sous peine de sanctions disciplinaires". Il y aurait lieu d'exprimer d'autre part que la sanction ne sera jamais la nullité des actes accomplis irrégulièrement en complétant le texte par la phrase suivante :

"Cette interdiction n'entraîne pas la nullité de l'acte".

\+

\+ +

Au § 1er de l'article 14, qui est relatif aux abrogations, il y aurait lieu de compléter la liste des textes abrogés en y ajoutant :

a) l'article 27 du décret du 19 vendémiaire an IV sur la division de la France et l'organisation des autorités administratives et judiciaires; cet article contient diverses dispositions relatives aux huissiers, qui ont été abrogées implicitement par des dispositions ultérieures; dans un but de simplification juridique, il serait souhaitable, à l'occasion du présent projet, de l'abroger expressément;

b) l'article 6 de l'arrêté royal du 4 octobre 1832 relatif aux propositions pour la fixation du nombre et pour la nomination des huissiers près les cours et tribunaux.

Cet article prévoit, en effet, la nomination des huissiers sur présentation des cours et tribunaux. Or, cette présentation est supprimée par le projet.

.../...

Au § 3, il y a lieu de remplacer les mots : "ne sont pas applicables" par les mots : "ne sont plus applicables".

C'est, en effet, le présent projet qui modifie sur ce point, en ce qui concerne les huissiers, les règles actuellement en vigueur.

Il y aurait lieu d'ajouter à l'article 14 un § 4 rédigé de la façon suivante :

"§ 4. Dans l'article unique de l'arrêté royal du 20 mars 1834 concernant la présentation et la nomination aux places d'officiers ministériels près la Cour de cassation, les mots : "en exécution des articles 31 et 32" sont remplacés par les mots : "en exécution de l'article 31".

En effet, l'arrêté royal de 1834 renvoie aux articles 31 et 32 de la loi du 4 août 1832 et, si l'article 31 de cette loi est relatif aux avocats près la Cour de cassation, l'article 32 concerne les huissiers, pour lesquels il n'y aura plus lieu à présentation par la Cour.

\+

\+ \+

L'article 15 du projet déroge à l'article 4 de la loi du 18 avril 1898 en ce qu'il laisse au Roi le soin de fixer la date de la mise en vigueur de la loi.

.../...

L'exposé des motifs n'indique pas les raisons de cette disposition.

Si la loi ne peut entrer en vigueur dans le délai normal de dix jours, mieux vaudrait que la loi fixât elle-même le temps à l'expiration duquel elle deviendra obligatoire.

Bien que le procédé ne soit pas sans précédent, s'en remettre au Roi sur ce point offre l'inconvénient d'exposer la loi à demeurer lettre morte ou à n'être mise en vigueur qu'avec retard. Il en résulte par surcroît un facteur d'insécurité juridique en ce qu'une même matière se trouverait soumise à deux législations, dont l'une ne demeurerait en vigueur qu'aussi longtemps que la loi nouvelle n'aurait pas de force obligatoire, et dont l'autre ne constituerait qu'une sorte de législation sous condition suspensive. Il se recommande, dès lors, d'éviter dans toute la mesure du possible cet inconvénient et de renoncer au texte proposé.

\+

\+ \+

Ainsi qu'il a déjà été dit, les textes régissant l'exercice de la fonction d'huissier sont répartis dans un grand nombre de lois et d'arrêtés. Le projet affectera une grande partie de ces textes. Il serait souhaitable que le Roi reçoive le pouvoir de coordonner les diverses dispositions sur la matière et d'apporter à ces textes les diverses modifications qui découlent du présent projet.

.../...

En conséquence, le Conseil d'Etat propose de compléter le projet par un article qui serait rédigé de la façon suivante :

"Le Roi peut coordonner les dispositions légales relatives aux huissiers (de justice), en tenant compte des abrogations expresses ou implicites qu'elles auront subies au moment où la coordination sera réalisée.

A cette fin, il peut :

1° modifier l'ordre et le numérotage des titres, chapitres, sections, articles et paragraphes des dispositions à coordonner, et les regrouper sous d'autres divisions;

2° modifier les références contenues dans les dispositions à coordonner en vue de les mettre en concordance avec le numérotage nouveau;

3° sans porter atteinte aux principes inscrits dans les dispositions à coordonner, en modifier la rédaction en vue d'assurer leur concordance et d'en unifier la terminologie.

La coordination portera l'intitulé suivant : "Dispositions légales relatives aux huissiers (de justice), coordonnées le ... ".

Het ontwerp strekt er in hoofdzaak toe :

1° de benaming van het ambt te veranderen (artikel 1) ;

2° de voorwaarden en de procedure van benoeming te wijzigen (artikelen 2 en 3) ;

3° terzake van de onverenigbaarheden een nieuwe regel te stellen (artikel 4) ;

4° de titel van de gemeenschap der deurwaarders en van de tuchtkamer te veranderen en een "Nationale Kamer van de gerechtsdeurwaarders" en een raad van deze Kamer in te stellen (artikelen 5 tot 7) ;

5° voorzieningen te treffen voor de vervanging van zieke of met verlof zijnde deurwaarders (artikelen 9 tot 11).

Op de betekenis van al deze wijzigingen wordt ingegaan bij het onderzoek van de desbetreffende artikelen.

\+

\+ \+

Artikel 1 van het ontwerp zegt : "De titel van deurwaarder bij een hof of een rechtbank wordt vervangen door die van gerechtsdeurwaarder bij dat hof of die rechtbank".

.../...

Uit een oogpunt van wetgevingstechniek en van wetscoördinatie geeft het vervangen van de titel van deurwaarder door gerechtsdeurwaarder aanleiding tot enige opmerkingen.

1. De titel van deurwaarder bij een hof of een rechtbank is door een lange traditie geijkt.

Het keizerlijk decreet van 14 juni 1813 verleent aan de deurwaarders het recht tot het verrichten van persoonlijke dienst ter terechtzitting, het recht tot het doen van de voor het onderzoek van het geding nodige dagvaardingen, kennisgevingen en betekeningen en tot het opmaken van de ter uitvoering van rechterlijke bevelen vereiste akten en exploten, het recht om in bepaalde omstandigheden roerende goederen en roerende voorwerpen openbaar te verkopen.

Voor dit complex van werkzaamheden is het, dat de titel van deurwaarder behouden is gebleven. Het woordt beantwoordt er nog steeds aan.

2. Geen wetsbepaling kent een samenstelling met "gerechts-" voor de titel van hen die als hulpambtenaar bij het gerecht in dienst zijn, ook al dekt de benaming waarmede zij worden aangeduid etymologisch niet ten volle hun huidige wettelijke opdracht.

De rechtstaal behoort in beginsel vrij te blijven van breedsprakige uitdrukkingen. Vandaar dat men de hoedanigheid van ministeriële officieren en van hulpambtenaren van het gerecht terecht alleen te

.../...

kennen geeft door na hun titel het hof of de rechtbank te vermelden, waarbij zij in dienst zijn. Zo bepaalt artikel 93 van de wet van 27 ventôse jaar VIII, op de inrichting der rechtbanken, onder meer, dat "près de chacun des tribunaux de première instance, un nombre fixe d'avoués" aangesteld wordt. Zo ook wordt voor de griffiers alleen maar de naam van het gerecht waaraan zij verbonden zijn, aan hun titel toegevoegd (wet van 18 juni 1869, artikel 78, gewijzigd bij de wet van 2 juni 1927).

Zodra een deurwaarder zijn ministerie bij een hof of rechtbank uitoefent en overigens de titel van het ambt voert, bekleedt hij aldaar een functie die onder het gerecht ressorteert. Het gebruik van het pleonasme dat artikel 1 van het ontwerp wil invoeren, verdient des te minder aanbeveling, daar de deurwaarder die een vrijwillige openbare verkoping van roerende goederen houdt, een activiteit opgedragen krijgt welke buiten zijn gerechtstaak ligt.

3. De benaming "deurwaarder" komt in vele teksten van het Wetboek van Burgerlijke Rechtsvordering en van bijzondere wetten voor. Wijziging van die bepalingen overweegt het ontwerp echter niet. Een zodanige wetsgevingstechniek is vol bezwaren. Bij wijze van voorbeeld moge de wet van 15 december 1949 worden aangehaald die, de verouderde termen van de Code Napoléon verbeterend, uitdrukkelijk alle artikelen heeft vermeld die ingevolge de vervanging van de woorden "l'Empereur" of "les Français" door "de Koning" of "de Belgen" wijziging hebben ondergaan.

.../...

Mocht artikel 1 van het ontwerp ondanks deze bedenkingen toch worden behouden, dan zou het, in aansluiting op de wet van 2 juni 1927, als volgt kunnen worden gelezen : "De deurwaarder bij een hof of een rechtbank voert de titel van gerechts-deurwaarder". Wel te verstaan, deze tekst verandert niets aan de hoofdbezwaren die tegen de voorgenomen wijziging zijn ingebracht.

\+

\+ \+

Thans benoemt de Koning de deurwaarders uit een lijst van drie kandidaten, die wordt voorgedragen door het hof of de rechtbank waar de plaats te begeven is. Zij moeten een stage van twee jaar bij een notaris, een pleitbezorger of een deurwaarder, dan wel een stage van drie jaar op de griffie van een hof van beroep of van een rechtbank van eerste aanleg hebben gedaan, en moeten van de tuchtkamer der deurwaarders een getuigschrift van goed zedelijk gedrag en van bekwaamheid hebben verkregen.

Tegen de beslissing van de tuchtkamer ten deze staat beroep open bij de rechtbank van eerste aanleg.

Het ontwerp wijzigt deze regeling in de volgende opzichten :

.../...

a) Het schrijft een bekwaamheidsexamen voor, dat totnogtoe door geen tekst was vereist maar in feite reeds bestaat (Rép.prat.du droit belge, Mº Huissier, nr 5).

b) Het betrekt niet langer de hoven en rechtbanken bij de procedure die aan de benoeming van de aan deze gerechten te verbinden deurwaarders voorafgaat. De voordracht door het hof of door de rechtbank wordt vervangen door een advies van de tuchtkamer der deurwaarders, welke voortaan "Raad van arrondissementskamer" zal heten.

c) Het verleent bij uitsluiting aan de deurwaarders het recht tot het opleiden van hun opvolgers.

De memorie van toelichting, die de derde van deze hervormingen onbesproken laat, verantwoordt de tweede als volgt :

"Ten einde de procedure voor de benoeming van de deurwaarders minder omslachtig te maken, schaft het ontwerp de voordrachten door de verschillende rechtsinstanties af en stelt het in de plaats van die talrijke en ingewikkelde formaliteiten welke tot deze voordrachten vereist zijn, een procedure in, die eenvoudiger is en alle waarborgen biedt. Vooraleer aan de Koning de benoeming van de kandidaat voor te stellen, zal de Minister van Justitie in het bezit zijn van het advies van het korps der deurwaarders van het arrondissement waarin het ambt moet uitgeoefend worden en van de hoofden van de parketten van de gerechten waar de kandidaat zijn bediening zal vinden".

.../...

Niettemin brengt de afschaffing van de voordrachten, gekoppeld aan het monopolie dat de deurwaarders ter zake van de opleiding van kandidaat-deurwaarders verkrijgen, in de sedert honderdvijftig jaar geldende regeling een wijziging aan, die op de werving nadelige gevolgen kan hebben indien de toelating tot de stage niet met enige ruimheid wordt opgevat.

Wanneer artikel 4 van het koninklijk besluit van 8 februari 1833 voorschrijft, dat het hof of de rechtbank voor elke vacante plaats een lijst van drie kandidaten zal voorleggen, dan moge dit de benoemingsprocedure complicoren en zelfs in zekere mate 's Konings keuze beperken ; daartegenover staat, dat het voor elke te begeven bediening drie kandidaten waarborgt en een keuze in alle omstandigheden mogelijk maakt. Zo ook heeft de wetgever, toen hij bepaalde dat de stage bij een deurwaarder, een pleitbezorger, een notaris of op een griffie wordt gedaan, de weg tot het beroep breed willen openstellen en voor een gemakkelijke werving willen zorgen.

De ontworpen regeling vertoont weliswaar overeenkomst met die welke thans voor de benoeming van notarissen geldt, maar onderscheidt er zich anderzijds van, hierdoor namelijk dat de wetgever de Koning gemachtigd heeft, de kandidaten voor een notariaat die doctor in de rechten zijn en drie jaar lang gerechtelijke of administratieve functies hebben uitgeoefend, van de stage te ontslaan. Een zodanige maatregel kan de bezwaren ondervangen, die aan al te beperkte wervingsmogelijkheden zouden zijn verbonden.

.../...

Een bijzondere regeling voor de benoeming van notarissen is te rechtvaardigen met het oog op de bepalingen die erin voorzien, dat minuten en repertoriums overeenkomstig de artikelen 54 en volgende van de wet van 25 Ventôse, jaar XI, worden overgedragen. Soortgelijke overwegingen tellen niet voor de benoeming van deurwaarders, waarin de vrijheid van keuze volgens het ontwerp voortaan nog beperkter zou zijn dan met de notarissen het geval is. Het is niet duidelijk waarom zo ver zou worden afgeweken van het beginsel, krachtens hetwelk de wetgever het haast altijd nodig heeft geacht, de uitvoerende macht inzake benoemingen een veel ruimere gelegenheid tot kiezen te laten.

\+

\+ \+

Bij de artikelen 2 en 3 zijn daarenboven de volgende opmerkingen te maken :

Volgens artikel 3, § 3, zendt de kandidaat een afschrift van zijn verzoekschrift aan de syndicus die de Raad der arrondissementskamer voorzit en doet de Raad zijn advies over de verdiensten van de kandidaat aan de Minister van Justitie geworden, door bemiddeling van de procureur des Konings en van de procureur-generaal bij het hof van beroep, die er hun eigen advies aan toevoegen.

.../...

Het gevolg van zulk een bepaling zou zijn, dat men de Koning het recht van initiatief inzake onderzoek van de kandidaturen uit handen neemt, om het aan de Raad der arrondissementskamer over te dragen, zodat deze, door niets te doen, 's Konings benoemingsbevoegdheid onwerkzaam zou kunnen maken.

In een gezonde gang van zaken is het zo, dat de tot benoemen bevoegde overheid telkens als zij dit dienstig acht degenen raadpleegt die last hebben haar door hun advies voor te lichten. Om van deze gewoonte af te wijken, is geen grond voorhanden.

Artikel 3, 4°, van het ontwerp beschouwt, ter zake van de bekwaamheidsvereisten, als gelijkwaardig het diploma van doctor in de rechten en het getuigschrift van kandidaat-deurwaarder. De gedachte van de Regering zou juister worden weergegeven in de volgende tekst :

"4° houder zijn :

a) van het getuigschrift van kandidaat-gerechtsdeurwaarder ; daarvan zijn de houders van het diploma van doctor in de rechten evenwel ontslagen;".

Welluidendheidshalve leze men in artikel 2, Franse tekst : "près de la Cour de cassation".

\+

\+ \+

.../...

Artikel 4, eerste lid, dat de onverenigbaarheden vermeldt, is ontleend aan artikel 179 van de wet van 18 juni 1869 op de rechterlijke inrichting ; het moet dus op gelijke wijze als deze bepaling worden geïnterpreteerd.

De in artikel 179 voorkomende woorden "op pene van de voorziene tuchtstraffen" zijn in het ontwerp achterwege gelaten zonder dat hiervoor enige verklaring is gegeven.

In het tweede lid van hetzelfde artikel vervange men de uitdrukking "het hoofd van het parket", die in geen wettekst aan te treffen is, door de woorden "de procureur des Konings".

\+

\+ +

De artikelen 5 tot 8 hebben betrekking op de organisatie van het deurwaardersberoep.

In de huidige regeling vormen alle deurwaarders die in het rechtsgebied van een burgerlijke rechtbank wonen en exploten betekenen, de gemeenschap der deurwaarders, welke in algemene vergadering de tuchtkamer (artikelen 49 en volgende van het decreet van 14 juni 1813) en de syndicus (artikel 3 van de wet van 9 augustus 1887) verkiest.

.../...

Het ontwerp houdt de gemeenschap en de tuchtkamer in stand, maar verandert de benamingen ervan in "Arrondissementskamer van de gerechtsdeurwaarders" en "Raad van de arrondissementskamer van de gerechtsdeurwaarders".

Geeft de vervanging van "gemeenschap" door "arrondissementskamer" geen aanleiding tot opmerkingen, dit is niet het geval met de naam "Raad van de arrondissementskamer van de gerechtsdeurwaarders" die in de plaats komt van "tuchtkamer". De in artikel 70 van het decreet van 1813 omschreven bevoegdheid van de tuchtkamer is immers in hoofdzaak tuchtrechtelijk. De benaming "tuchtkamer" beantwoordt geheel aan de rol van dit college en het ware niet verantwoord, de naam "Raad van de kamer" ervoor in de plaats te stellen.

Het ontwerp verleent aan de arrondissementskamer rechtspersoonlijkheid. Het gaat hier om rechtspersoonlijkheid naar publiek recht, aangezien die rechtspersoon door de wetgever en niet door persoonlijk initiatief tot stand is gebracht.

Volgens de geldende wetgeving echter heeft de gemeenschap die eenmaal per jaar vergadert, uitsluitend een tweeledige bevoegdheid, namelijk het verkiezen van de leden der tuchtkamer, en vervolgens het vaststellen van de kredieten voor de werking van deze kamer en het omslaan van die kosten over de deurwaarders van het arrondissement (wet van 26 april 1880, artikel 2).

.../...

Het verlenen van rechtspersoonlijkheid naar publiek recht voor een zo beperkt oogmerk, ware in ons recht een uitzonderingsverschijnsel.

Behalve de "Arrondissementskamer" en de "Raad van de Arrondissementskamer" kent het ontwerp nog twee instellingen :

1° de Nationale Kamer, die alle deurwaarders van het Rijk groepeert ;

2° een "Raad van de Nationale Kamer", die de syndici van alle arrondissementen groepeert.

Wat deze beide instellingen betreft, stemt de tekst niet geheel overeen met de memorie van toelichting.

Om de oprichting van een Nationale Kamer te verantwoorden, zegt deze memorie dat dit aan een klaarblijkelijke behoefte tegemoetkomt :

"De Nationale Kamer, waaraan rechtspersoonlijkheid verleend wordt, zal in haar Raad de syndici der 26 arrondissementen verenigen ; zij zal de natuurlijke bemiddelaar uitmaken tussen de overheden en het korps der gerechtsdeurwaarders. Zij zal aanbevelingen kunnen richten tot de arrondissementskamers, zelfs in tuchtaangelegenheden ...".

Deze rol nu welke de memorie van toelichting aan de Nationale Kamer opdraagt, kent het ontwerp zelf aan de Raad toe. Is de oprichting van een Raad der syndici zodoende verantwoord, de oprichting van een Nationale Kamer is het veel minder. Aan die Kamer

.../...

geeft het ontwerp alleen tot taak, in de Raad der syndici een voorzitter, een ondervoorzitter, een secretaris, een verslaggever en een penningmeester aan te wijzen om het bestuurscomité te vormen.

Eens te meer dus is het de vraag, of deze bevoegdheid alleen voldoende is, opdat de Nationale Kamer der deurwaarders rechtspersoonlijkheid naar publiek recht zou krijgen, te meer daar een beroepsvereniging der deurwaarders bestaat, wier statuten op 22 januari 1954 zijn bekrachtigd en die als zodanig rechtspersoonlijkheid naar privaat recht bezit.

Artikel 6, tweede lid, bepaalt dat de Nationale Kamer "beheerd wordt door een Raad, bestaande uit de syndici van alle arrondissementen". Het is niet duidelijk, wat de Raad der syndici zal beheren, want de Nationale Kamer heeft niets anders te doen dan jaarlijks degenen te verkiezen die in de Raad der syndici het bestuurscomité zullen vormen.

Naar luid van artikel 7 kunnen "de geschillen op beroepsgebied, welke tussen leden van verschillende arrondissementskamers mochten ontstaan, onverminderd het tuchtrechtelijk optreden, aan de raad ter bemiddeling worden voorgelegd". Hieruit volgt, dat het beroep voor de deurwaarders zuiver facultatief is, maar dat de raad zijn bemiddeling niet kan weigeren als die hem wordt gevraagd. Het ware gewenst artikel 7 aan te vullen met een lid, dat zegt hoeveel leden van de raad tenminste aanwezig moeten zijn: a) om aan de arrondissementskamers aanbevelingen te doen en b) om in verzoening zitting te houden.

.../...

Artikel 8 bepaalt, dat artikel 90 van het keizerlijk decreet van 14 juni 1813 houdende reglement op de inrichting van de deurwaarders op de Raad van de Nationale Kamer van toepassing is. Naar luid van dit artikel 90 "is de (tucht)kamer gehouden aan onze procureurs-generaal en -imperiaal, telkens wanneer zij zulks verzoeken, de registers van haar beraadslagingen en alle andere in haar archief berustende stukken over te leggen".

De tekst van 1813 beperkt dit recht tot de procureur-generaal en tot de procureur des Konings van het rechtsgebied. Hem op de Raad van de Nationale Kamer toepassen, betekent dat dit recht, wat de documenten van de Raad van de Nationale Kamer betreft, ook aan de vier procureurs-generaal en aan alle procureurs des Konings van het Rijk wordt toegekend.

\+

\+ \+

De artikelen 9 tot 11 van het ontwerp treffen voorzieningen voor de vervanging van deurwaarders in geval van ziekte of van verlof. De regeling is de volgende : de Koning kan een plaatsvervanger benoemen voor de deurwaarder die het aanvraagt. De kandidaat-plaatsvervangend deurwaarder moet voldoen aan dezelfde voorwaarden als de kandidaat voor een betrekking van werkelijk deurwaarder. Om het ambt van deurwaarder uit te oefenen, moet de plaatsvervanger daartoe worden gemachtigd bij beschikking van de voorzitter van het hof of van de rechtbank, welke beschikking de duur van de machtiging bepaalt en te allen tijde kan worden ingetrokken. Deze machtiging wordt alleen verleend met het oog op de vervanging van de deurwaarder die tijdelijk lichamelijk ongeschikt is om zijn ambt waar te nemen of die een verlof heeft gekregen.

.../...

Op deze regeling is geen kritiek te maken. Sommige punten nochtans behoeven in het ontwerp te worden toegelicht. Vat de Regering het zo op, dat de voorzitter zijn beschikking geeft ingevolge een verzoek, dan moet dit worden gezegd, terwijl ook moet worden aangegeven of de beschikking vatbaar is voor beroep, of zij in openbare terechtzitting moet worden uitgesproken en of optreden van het openbaar ministerie vereist is.

Artikel 10, vierde lid, stelt dat het de werkelijke deurwaarder verboden is zijn ambt gedurende de plaatsvervanging uit te oefenen, maar stelt geen straf op overtreding van deze regel. Is de bedoeling van de Regering, op zodanige tekortkoming een tuchtstraf te stellen, dan voege men vóór het woord "verboden" de woorden in : "op straffe van tuchtsancties". Voorts moet worden gezegd, dat de sanctie nooit de nietigheid van de onregelmatig verrichte handelingen kan zijn ; men voege daarom aan de tekst de volzin toe :

"Dit verbod brengt geen nietigheid van de akte mede".

\+

\+ \+

In § 1 van artikel 14, dat betrekking heeft op de opheffingen, moet aan de lijst der opgeheven teksten worden toegevoegd :

.../...

a) artikel 27 van het decreet van 19 vendémiaire jaar IV "sur la division de la France et l'organisation des autorités administratives et judiciaires" ; dit artikel bevat bepalingen aangaande de deurwaarders, die door latere bepalingen impliciet zijn opgeheven ; het ware een juridische vereenvoudiging indien ze ter gelegenheid van het onderhavige ontwerp uitdrukkelijk werden opgeheven ;

b) artikel 6 van het koninklijk besluit van 4 oktober 1832 betreffende de voordrachten voor de vaststelling van het aantal en voor de benoeming van de deurwaarders bij de hoven en rechtbanken.

Dit artikel immers heeft het over de benoeming der deurwaarders op de voordracht van de hoven en rechtbanken, en deze voordracht wil het ontwerp afschaffen.

In § 3 vervange men de woorden "zijn niet van toepassing" door "zijn niet langer van toepassing". Het onderhavige ontwerp is het immers, dat te dezen, voor zover de deurwaarders betreft, de thans geldende regelen wijzigt.

Aan artikel 14 voege men een § 4 toe, als volgt :

"§ 4. In het enig artikel van het koninklijk besluit van 20 maart 1834 betreffende de voordracht voor en de benoeming tot de plaatsen van ministerieel officier bij het Hof van cassatie worden de woorden "ter uitvoering van de artikelen 31 en 32" vervangen door "ter uitvoering van artikel 31".

.../...

Het koninklijk besluit van 1834 verwijst immers naar de artikelen 31 en 32 van de wet van 4 augustus 1832; heeft artikel 31 van deze wet betrekking op de advocaten bij het Hof van cassatie, artikel 32 daarentegen betreft de deurwaarders, die niet langer door het Hof zullen worden voorgedragen.

\+

\+ \+

Artikel 15 van het ontwerp wijkt van artikel 4 van de wet van 18 april 1898 af, waar het aan de Koning de zorg laat de dag van inwerkingtreding der wet vast te stellen.

Omtrent het waarom van deze bepaling geeft de memorie van toelichting geen verklaring.

Kan de wet niet na de gewone termijn van tien dagen in werking treden, dan ware het verkieslijk dat zij zelf zou bepalen na verloop van hoeveel tijd zij bindend zal worden.

Ofschoon het niet zonder voorgaande is, schuilt in het procédé om zich ten deze op de Koning te verlaten, het gevaar dat de wet in het geheel niet of slechts met vertraging in werking wordt gesteld. Bovendien sluit het een element van rechtsonzekerheid in zich, doordat dezelfde stof onder twee wetgevingen komt te staan, waarvan de eerste gelding heeft zolang de nieuwe wet niet verbindend is, terwijl de tweede een soort van wetgeving onder opschortende

.../...

voorwaarde vormt. Het verdient aanbeveling, dit bezwaar zoveel mogelijk uit de weg te gaan en dus van de voorgestelde tekst af te zien.

\+

\+ +

Er is reeds op gewezen, dat de teksten die de uitoefening van het ambt van deurwaarder regelen, over een groot aantal wetten en besluiten verspreid liggen. Op vele daarvan heeft het ontwerp een terugslag. Het ware gewenst de Koning te machtigen tot het coördineren van de desbetreffende bepalingen en tot het aanbrengen van de wijzigingen die het ontwerp noodzakelijk maakt.

Daarom stelt de Raad van State voor, in het ontwerp een artikel in te voegen als volgt :

"De Koning kan de wetsbepalingen betreffende de (gerechts)deurwaarders coördineren, onder inachtneming van de uitdrukkelijke of stilzwijgende opheffingen die zij op het tijdstip van de coördinatie mochten hebben ondergaan.

Daartoe kan Hij :

1° de volgorde en de nummering van de titels, hoofdstukken, afdelingen, artikelen en paragrafen van de te coördineren wetten wijzigen en ze op een andere wijze indelen ;

.../...

2° de verwijzingen in de te coördineren bepalingen wijzigen om ze met de nieuwe nummering te doen overeenstemmen ;

3° zonder afbreuk te doen aan de beginselen neergelegd in de te coördineren bepalingen, de redactie ervan wijzigen met het oog op hun overeenstemming en op eenvormigheid in de terminologie.

De coördinatie zal het volgende opschrift dragen : "Wetsbepalingen betreffende de (gerechts) deurwaarders, gecoördineerd op ...".

La chambre était composée de

Messieurs : F. LEPAGE, conseiller d'Etat, président
de Heren : raadsheer van State, voorzitter

G. HOLOYE, conseillers d'Etat,
G. VAN BUNNEN, raadsheren van State,

A. BERNARD, assesseurs de la section de législation,
Ch. VAN REEPINGHEN, bijzitters van de afdeling wetgeving,

J. COOLEN, greffier adjoint, greffier.
adjunct-griffier, griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. F. LEPAGE.

Le rapport a été présenté par M. E. JOACHIM, auditeur général.

De kamer was samengesteld uit

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. F. LEPAGE.

Het verslag werd uitgebracht door de H. E. JOACHIM, auditeur-generaal.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

(s) J. COOLEN.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

(s) F. LEPAGE.